

## Décision

du 6 juin 1997

### relative au Modèle de loi cantonale sur les bourses d'études

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique,  
se référant au Concordat sur la coordination scolaire du 26 octobre 1970,  
décide ce qui suit.

1. L'Assemblée plénière prend acte des travaux préparatoires et du projet d'un «Modèle de loi cantonale sur les bourses d'études».
2. Le Modèle de loi est transmis aux cantons avec la recommandation de s'en inspirer lors de l'élaboration de leur propre législation en la matière, notamment de régler la question du domicile légal en fonction des dispositions des articles 6 et 7 de ce texte.

Berne/Lucerne, 6 juin 1997

Le Président: Schmid

Le Secrétaire: Arnet

## Modèle de loi cantonale sur les subsides de formation

du 6 juin 1997

### Section I Dispositions générales

#### *Article premier Principe*

<sup>1</sup> Le canton alloue des subsides sous forme de bourses ou de prêts pour les frais de formation.

<sup>2</sup> Les subsides sont alloués dans la mesure où la capacité financière de la personne intéressée, de ses parents, d'autres personnes légalement tenues et d'autres tiers est insuffisante.

#### *Art. 2 Bourses et prêts d'études*

<sup>1</sup> Les subsides sont en principe versés sous forme de bourses pour la première formation. Pour la seconde formation, pour la formation continue et dans des cas particuliers sont accordés des prêts, soit pour compléter les bourses soit pour les remplacer.

<sup>2</sup> Les bourses sont des prestations en espèces, uniques ou périodiques, attribuées à fonds perdu et destinées à permettre aux bénéficiaires d'entreprendre, de poursuivre ou de terminer une formation.

<sup>3</sup> Les prêts sont des prestations qui doivent être remboursées.

#### *Art. 3 Réglementation cantonale uniforme*

Toutes les formations donnant droit à des subsides sont soumises aux mêmes principes, qui sont appliqués de manière uniforme.

#### *Art. 4 Collaboration*

Dans la perspective d'harmoniser le système des subsides en Suisse, le Canton collabore avec les autres cantons et avec les groupes suisses concernés.

## Section 2 Dispositions particulières

### Art. 5 *Bénéficiaires*

Ont le droit aux subsides, si elles ont leur domicile en matière de bourses d'études dans le Canton:

- a. les personnes de nationalité suisse,
- b. les personnes de nationalité étrangère en Suisse depuis 5 ans,
- c. les réfugiés et les apatrides reconnus par la Suisse.

### Art. 6 *Domicile en matière de bourses d'études*

<sup>1</sup> Le requérant ou la requérante a le domicile en matière de bourses dans le Canton, si ses parents y ont leur domicile civil ou si l'autorité tutélaire compétente en dernier lieu y a son siège.

<sup>2</sup> Les personnes de nationalité suisse qui veulent suivre une formation en Suisse et dont les parents sont domiciliés à l'étranger, ont le domicile en matière de bourses dans le Canton, si elles sont originaires de celui-ci. Il en va de même des personnes de nationalité suisse orphelines de père et mère, qui sont domiciliées à l'étranger. Dans le cas où il y a plusieurs droits de cité cantonaux, le plus récent est pris en compte.

<sup>3</sup> Les réfugiés et les apatrides majeurs qui sont orphelins de père et mère ou dont les parents résident à l'étranger, ont leur domicile en matière de bourses dans le Canton, s'ils y sont assignés. Sont réservées les dispositions de l'alinéa 5.

<sup>4</sup> Les personnes de nationalité étrangère majeures qui sont orphelines de père et mère ou dont les parents résident à l'étranger, ont leur domicile en matière de bourses dans le Canton, si elles y ont leur domicile civil. Sont réservées les dispositions de l'alinéa 5.

<sup>5</sup> Les personnes majeures qui, après avoir terminé une première formation, ont été domiciliées dans le Canton pendant deux ans sans interruption et ont été financièrement indépendantes en exerçant une activité lucrative, sans être simultanément en formation, y ont leur domicile en matière de bourses. La gestion d'un ménage familial est également considérée comme activité lucrative.

### Art. 7 *Validité du domicile*

Une fois acquis, le domicile en matière de bourses d'études reste valable aussi longtemps qu'un nouveau domicile n'est pas constitué.

### Art. 8 *Formations donnant droit aux subsides*

<sup>1</sup> Donnent droit aux subsides les formations suivantes reconnues par le Canton:

- a. la formation préparatoire nécessaire à une formation professionnelle,

- b. la formation exigée pour atteindre l'objectif professionnel visé (première formation),
- c. la formation continue,
- d. la seconde formation,
- e. la reconversion rendue nécessaire par la conjoncture économique ou des raisons de santé, pour autant qu'elle ne soit pas financée par une assurance sociale ou d'autres tiers.

<sup>2</sup> Le principe du libre choix de la formation dans le cadre des formations donnant droit aux subsides est respecté.

<sup>3</sup> Lorsque la formation est accomplie à l'étranger, hors du Canton ou dans un établissement de droit privé, alors qu'elle peut être suivie dans le Canton ou dans un établissement d'enseignement public, l'autorité compétente peut prendre en compte les coûts inhérents à la solution la moins onéreuse pour le calcul des subsides pour autant que les formations soient équivalentes.

#### *Art. 9 Détermination du montant*

<sup>1</sup> Le subside couvre les frais d'entretien et de formation nécessaires dans la mesure où ils dépassent la contribution personnelle raisonnablement exigible du requérant ou de la requérante, celle de ses parents, celle d'autres personnes légalement tenues et/ou d'autres tiers.

<sup>2</sup> Une limite supérieure, tenant compte de normes suisses, peut être fixée quant au montant affecté aux frais d'entretien et de formation (coût maximum admis).

<sup>3</sup> La contribution de tiers ne peut être calculée que sur le solde disponible du revenu après couverture financière des besoins de base du tiers et de sa famille. La fortune sera prise en compte de manière adéquate.

<sup>4</sup> La capacité financière des parents n'est que partiellement prise en compte lorsque le requérant ou la requérante a déjà accompli une première formation et est âgé(e) de 25 ans au moins ou a exercé - avant la formation concernée et durant au moins deux ans - une activité lucrative assurant son indépendance financière.

<sup>5</sup> Dans le respect des principes retenus, des montants forfaitaires sont admis.

#### *Art. 10 Durée*

<sup>1</sup> Les subsides de formation sont accordés pour la durée normale de la formation.

<sup>2</sup> Dans des cas dûment motivés, les subsides sont accordés au-delà de la durée normale de la formation.

*Art. 11                    Changement de formation*

<sup>1</sup> Si, pour des motifs importants, un changement de la formation s'avère nécessaire avant qu'elle ne soit terminée, un subside sera également accordé pour la nouvelle formation.

<sup>2</sup> L'autorité compétente peut faire des réserves et/ou poser des conditions.

*Art. 12                    Restitution*

<sup>1</sup> La bourse est restituée:

- a. si elle a été accordée sur la base d'indications fausses ou lorsque des faits déterminants ont été passés sous silence,
- b. si elle n'est pas utilisée pour la formation mentionnée dans la requête.

<sup>2</sup> Le droit au remboursement s'éteint si la demande de restitution n'est pas faite par l'autorité compétente dans le délai d'une année après avoir eu connaissance d'un motif de remboursement, mais au plus tard dix ans depuis le versement d'une bourse.

*Art. 13                    Procédure*

Le gouvernement cantonal fixe la procédure.

*Art. 14                    Compétence*

Le département compétent est chargé d'assurer l'application de la loi.

**Section 3                Voies de droit**

(dispositions cantonales)

**Section 4                Dispositions finales**

(dispositions cantonales)

## Modello di legge cantonale sulle borse di studio

del 6 giugno 1997

### Sezione 1 Disposizioni generali

#### *Art. 1 Principio*

<sup>1</sup> Il Cantone concede borse di studio sotto forma di assegni o prestiti per i costi della formazione.

<sup>2</sup> Le borse di studio sono concesse nella misura in cui le possibilità economiche della persona interessata, dei genitori, di altre persone obbligate per legge e di altri terzi sono insufficienti.

#### *Art. 2 Assegni e prestiti*

<sup>1</sup> Le borse di studio per la prima formazione sono in principio concesse sotto forma di assegni. Per la seconda formazione, la formazione continua nonché in casi particolari, sono concessi prestiti in complemento o in sostituzione agli assegni.

<sup>2</sup> Gli assegni consistono in versamenti unici o periodici, senza obbligo di restituzione, tali da permettere ai beneficiari di iniziare, continuare o terminare una formazione.

<sup>3</sup> I prestiti consistono in versamenti subordinati a restituzione da parte dei beneficiari.

#### *Art. 3 Regolamentazione cantonale uniforme*

Tutte le formazioni per le quali sono concesse borse di studio sottostanno ai medesimi principi, che sono applicati in modo uniforme.

#### *Art. 4 Collaborazione*

Nell'intento di armonizzare il sistema delle borse di studio in Svizzera, il Cantone collabora con gli altri cantoni e con i gruppi attivi a livello svizzero.

## Sezione 2                      Disposizioni particolari

### *Art. 5                      Beneficiari*

Hanno diritto a borse di studio, se hanno il loro domicilio in materia di borse di studio nel Cantone:

- a. le persone di nazionalità svizzera,
- b. le persone di nazionalità straniera in Svizzera da cinque anni,
- c. i rifugiati e gli apolidi riconosciuti dalla Svizzera.

### *Art. 6                      Domicilio in materia di borse di studio*

<sup>1</sup> Il/la richiedente ha il domicilio in materia di borse di studio nel Cantone, se i suoi genitori vi hanno il loro domicilio civile o l'autorità tutoria competente in ultima istanza la sua sede.

<sup>2</sup> Le persone di nazionalità svizzera che intendono seguire una formazione in Svizzera, i cui genitori sono domiciliati all'estero, hanno il domicilio in materia di borse di studio nel Cantone, se sono attinenti dello stesso. Lo stesso vale per le persone di nazionalità svizzera, orfane di padre e madre, domiciliate all'estero. Se una persona è cittadina di più cantoni, fa stato per la sua appartenenza la cittadinanza più recente.

<sup>3</sup> I rifugiati e gli apolidi maggiorenni, orfani di padre e madre o i cui genitori risiedono all'estero, hanno il loro domicilio in materia di borse di studio nel Cantone, se sono stati assegnati allo stesso. È riservato il cpv. 5.

<sup>4</sup> Le persone di nazionalità straniera maggiorenni, orfane di padre e di madre o i cui genitori risiedono all'estero, hanno il loro domicilio in materia di borse di studio nel Cantone, se vi hanno il loro domicilio civile. È riservato il cpv. 5.

<sup>5</sup> Le persone maggiorenni che, dopo aver terminato una prima formazione, sono state domiciliate nel Cantone per due anni senza interruzioni e si sono rese finanziariamente indipendenti esercitando un'attività lucrativa, senza seguire parallelamente una formazione, vi hanno il loro domicilio in materia di borse di studio. Il governo della famiglia è considerato quale attività lucrativa.

### *Art. 7                      Validità del domicilio*

Una volta costituito, il domicilio in materia di assegni di studi resta valido fino alla costituzione di uno nuovo.

### *Art. 8                      Formazioni oggetto di borse di studio*

<sup>1</sup> Danno diritto a borse di studio le seguenti formazioni riconosciute dal Cantone:

- a. la formazione preparatoria ad una formazione professionale,
- b. la formazione richiesta per raggiungere l'obiettivo professionale perseguito (prima formazione),

- c. la formazione continua,
- d. la seconda formazione,
- e. la riconversione resa necessaria dalla congiuntura economica o da motivi di salute, nella misura in cui essa non sia finanziata da un'assicurazione sociale o da altri terzi.

<sup>2</sup> Il principio della libera scelta della formazione nell'ambito delle formazioni che danno diritto a borse di studio è rispettato.

<sup>3</sup> Se la formazione è seguita all'estero, in un altro Cantone o in un'istituzione privata, pur essendo offerta nel Cantone o in un'istituzione pubblica, l'autorità competente può considerare, per il calcolo delle borse di studio, i costi della variante meno dispendiosa, nella misura in cui le formazioni si equivalgono.

#### *Art. 9 Determinazione dell'importo*

<sup>1</sup> La borsa di studio copre i costi necessari per il mantenimento e per lo svolgimento della formazione, nella misura in cui essi superano il contributo personale ragionevolmente esigibile dal/dalla richiedente, dai suoi genitori, da altre persone obbligate per legge e/o da altri terzi.

<sup>2</sup> Tenuto conto delle norme svizzere, può essere stabilito un importo massimo da destinare ai costi di mantenimento e di formazione (costo massimo riconosciuto).

<sup>3</sup> Quale contributo di terze persone può essere computata al massimo la parte di reddito al di sopra del minimo vitale della persona in questione e della sua famiglia. La sostanza è considerata in modo adeguato.

<sup>4</sup> Le possibilità economiche dei genitori sono considerate solo parzialmente se il/la richiedente ha già compiuto una prima formazione e ha almeno 25 anni o ha esercitato – prima della nuova formazione e durante almeno due anni – un'attività lucrativa che gli permette di essere finanziariamente indipendente.

<sup>5</sup> Nel rispetto dei principi suddetti, sono ammessi importi forfettari.

#### *Art. 10 Durata*

<sup>1</sup> Le borse di studio sono concesse per la durata normale della formazione.

<sup>2</sup> In casi debitamente motivati, le borse di studio sono concesse oltre la durata normale della formazione.

#### *Art. 11 Cambiamento di formazione*

<sup>1</sup> Se, per motivi importanti, si rende necessario un cambiamento di formazione prima del suo termine, la borsa di studio sarà concessa anche per la nuova formazione.

<sup>2</sup> L'autorità competente può formulare riserve e/o porre condizioni.

#### *Art. 12 Restituzione*



<sup>1</sup> L'assegno va restituito:

- a. se è stato concesso sulla base di false indicazioni o se sono stati sottaciuti fatti determinanti,
- b. se esso non è utilizzato per la formazione per la quale è stato richiesto.

2 Il diritto alla restituzione si prescrive se non è fatto valere dall'autorità competente entro il termine di un anno dalla conoscenza di un motivo di restituzione, ma al più tardi trascorsi dieci anni dal versamento dell'assegno.

#### *Art. 13 Procedura*

Il Consiglio di Stato regola la procedura.

#### *Art. 14 Competenza*

Il dipartimento competente assicura l'applicazione della legge.

#### **Sezione 3 Rimedi di diritto**

(disposizioni cantonali)

#### **Sezione 4 Disposizioni finali**

(disposizioni cantonali)